La belle vie désespérée des agriculteurs

Ou les limites de la mesure des risques psychosociaux liés au travail

The beautiful, desperate life of farmers. Or the limits of measuring work-related psychosocial risks

Sylvie Célérier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9998>

DOI : 10.4000/etudesrurales.9998

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2014

Pagination : 25-44

Référence électronique

Sylvie Célérier, « La belle vie désespérée des agriculteurs », *Études rurales* [En ligne], 193 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 10 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9998> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.9998

LA BELLE VIE DÉSESPÉRÉE DES AGRICULTEURS

Sylvie Célérier

OU LES LIMITES DE LA MESURE DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX LIÉS AU TRAVAIL

LA QUESTION DE LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL connaît aujourd'hui un retentissement sans précédent. En cause : les répercussions qu'aurait le travail sur la santé mentale des travailleurs. Aussi vieille que l'industrialisation, cette question s'est, récemment, vue réactivée à la suite des 35 suicides enregistrés chez France Télécom entre 2008 et 2009, globalement interprétés comme une conséquence désastreuse de l'organisation moderne du travail. Cette interprétation, tout comme la reconnaissance de la réalité même d'une vague de suicides dans l'entreprise, est loin de faire l'unanimité et suscite de vives controverses.

Aussi contradictoires qu'ils puissent être, ces débats étonnent par le peu de place qu'ils réservent au travail agricole et aux agriculteurs bien que cette profession soit, depuis longtemps, connue pour son taux élevé de suicides significativement corrélés à la profession. Ce triste record vaut pour la France comme pour quantité d'autres pays, développés ou émergents. Le suicide des agriculteurs a pourtant donné lieu à une ample littérature en France, mais les discussions contemporaines n'y puisent guère comme si elles

n'avaient plus rien à apprendre sur la modernité du travail et ses effets délétères.

Pourquoi, donc, ce groupe professionnel qui semble payer un si lourd tribut à la désespérance n'occupe-t-il pas une plus large place dans les réflexions en cours sur l'impact psychologique du travail ? Comment les fragilités mentales des agriculteurs depuis longtemps reconnues n'apparaissent-elles pas comme des risques du travail ? Cette question mérite d'autant plus d'être posée que nous ne disposons pas de définition précise de ces risques, hors quelques formules tautologiques¹. L'heure est à la lutte contre le phénomène plutôt qu'à l'exploration minutieuse de ses mécanismes. Une visée pragmatiste, donc, qui oriente les recherches vers une efficacité sociale.

Ce pli pragmatique, apparemment peu préoccupé de ses catégories d'analyse, n'en est pas moins porteur d'une théorie sur le travail et ses effets. Ce que révèle précisément le sort réservé aux agriculteurs dans le discours contemporain : en interrogeant l'impossible

1. La réflexion institutionnelle la plus approfondie à ce jour parle de « risques pour la santé mentale, physique et sociale, engendrés par les conditions d'emploi et les facteurs organisationnels et relationnels susceptibles d'interagir avec le fonctionnement mental », précisant immédiatement que « la notion est opérationnalisée de manière différente par les différentes disciplines en fonction de leurs propres concepts et théories ». Voir « Mesurer les facteurs psychosociaux des risques au travail pour les maîtriser ». Rapport du Collège d'expertise sur le suivi des risques psychosociaux au travail, faisant suite à la demande du Ministre du travail, de l'emploi et de la santé. Paris, Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité, 2011, p. 3.

traduction des raisons de leurs suicides dans ce qu'on appelle, depuis le rapport Nasse et Légeron [2008], les risques psychosociaux (RPS), nous voulons faire émerger la théorie qui interdit cette traduction. L'agriculture revient ainsi au cœur du débat en ce qu'elle aide à préciser les dangers du travail qui sont implicitement visés ou négligés par les récentes recherches.

Notre démarche nous a semblé utile au moment où, grâce à une action publique vigoureuse, les RPS suscitent de multiples mises en forme et se diffusent comme catégorie *ad hoc*. Qu'on l'adopte ou non, cette catégorie est devenue une référence incontournable pour les acteurs qui, à un titre ou à un autre, veillent à la défense des travailleurs et à la préservation de leur santé dans l'exercice obligé qu'est le travail. D'ailleurs, la jurisprudence suggère que le droit pourrait bientôt reconnaître les RPS comme « risque spécifique » appelant les entreprises à une prévention adaptée. Plusieurs chercheurs militent explicitement en ce sens [Adam 2008 ; Lerouge 2010].

Notre réflexion portera sur trois points.

Nous restituerons, d'abord, le contexte particulièrement « effervescent » dans lequel a été récemment redéfini l'impact psychologique du travail. Nous verrons que la série de suicides qu'a connue France Télécom, en 2008 et 2009, a accéléré le recours à divers outils d'appréciation des risques psychosociaux. Nous verrons également que s'est imposée une approche quantitative de cette question, fondée sur les indicateurs des enquêtes nationales relatives aux conditions de travail.

La deuxième partie s'intéressera à la situation particulière des agriculteurs, à leur santé et, plus spécifiquement, à leur santé mentale en lien avec le travail. Nous verrons que l'instrumentation en vigueur produit des résultats apparemment contradictoires quant à la responsabilité du travail.

Nous montrerons, enfin, comment la mesure des RPS récuse tout caractère anxio-gène lié à l'activité agricole. Son périmètre de pertinence témoigne du caractère (inévitablement) partiel des facteurs qu'elle retient et de leur inadaptation aux conditions du travail dans l'agriculture.

De la fragilisation mentale au travail... à la mesure des risques

Pour rendre compte de la façon dont se présente aujourd'hui, en France, le rapport entre « travail » et « santé mentale », il faudrait à la fois retracer la longue histoire de la recherche sur ce sujet² et prendre acte de l'évolution récente. Nous nous en tiendrons ici à cette évolution récente, qui installe l'essentiel des arguments de la mise à l'écart des agriculteurs dans la réflexion en cours sur la souffrance au

2. Pour ce qui est de l'héritage, précisons que les travaux de Georges Friedmann sur le machinisme industriel et l'insatisfaction dont il menace les travailleurs [1946 ; voir aussi Frisch-Gauthier 1962] constituent un premier ancrage fort, qui s'est perpétué jusqu'à nos jours sous le patronage de notions comme « la névrose professionnelle » [Le Guillant 2006], « la souffrance ou le mal-être au travail » ou, plus récemment, encore, « le stress professionnel » [Buscatto *et al.* eds. 2008]. Voir aussi le rapport « Stress au travail et santé. Situation chez les indépendants », Inserm, 2011, 497 p.

travail, une mise à l'écart au cœur de notre propos. Son origine est multiple, mais l'émotion médiatique qu'ont suscitée les suicides récents chez France Télécom³ n'est pas étrangère à cette situation.

Élément déclencheur, ces suicides ont concrétisé un fond d'inquiétudes diffuses liées à l'évolution du travail et à certaines de ses formes vicieuses qui perturbent l'équilibre psychique des travailleurs. Ces actes dramatiques semblaient, en effet, être la conséquence plus ou moins directe des dangers du travail qu'une série d'études dénonçait de longue date et exprimait en termes d'« intensification du travail » [Gollac et Volkoff 2000 ; Bué, Coutrot et Puech eds. 2004 ; Askenazy *et al.* eds. 2006] et de « montée du stress » [Buscatto *et al.* eds. 2008 ; Nasse et Légeron 2008 ; Lorient 2012]. Les risques liés au travail semblaient ainsi étendre leur menace à de nouvelles dimensions de la santé. Sollicité, l'État a réagi, comme quantité d'autres instances, notamment politiques⁴, alimentant la fièvre ambiante.

Pour s'en tenir à l'État, et, plus précisément, au Ministère du travail, il s'est rapidement doté d'outils susceptibles d'orienter et de hiérarchiser son action en constituant, fin 2008, un collège d'expertise sur le suivi des risques psychosociaux au travail. Cette initiative est l'un des moments clés qui organisent et cristallisent l'inflexion dans la façon de penser la relation entre « travail » et « santé mentale », privilégiant une approche statistique de la question, approche centrée sur la mesure des risques plus que sur la compréhension des mécanismes à l'œuvre. Ce que la sociologie ou la psychopathologie du travail appréhendaient jusqu'alors dans le cadre d'une

réflexion générale sur le travail et ses évolutions, notamment techniques, se traite à présent comme un des risques auxquels le travail expose, et dont il importe de mesurer l'étendue et non plus de comprendre l'origine.

La matière de ce déplacement réside dans les grandes enquêtes nationales sur les conditions de travail réalisées depuis les années 1970. Enquêtes sur la base desquelles s'était précisément élaborée l'hypothèse de l'intensification du travail évoquée plus haut⁵. Les conditions de travail y étaient présentées comme autant de contraintes susceptibles de dégrader la santé du travailleur : durée, rythme, cycles d'opération, répétitivité des tâches, contrôle hiérarchique, participation aux tâches collectives, etc. Un texte ancien d'Alain Cotterreau sur « l'usure » ouvrière [1983] restitue bien l'esprit qui a présidé à l'élaboration de ces enquêtes par un groupe de statisticiens réformateurs qui a réussi à les imposer à un patronat récalcitrant [Gollac et

3. Ces suicides et les changements de métier imposés dans le cadre de la restructuration de l'entreprise ont fait l'objet d'une plainte syndicale qui, à l'été 2012, s'est traduite par la mise en examen du groupe France Télécom pour « harcèlement moral » et « entrave au fonctionnement du comité d'entreprise et du comité d'hygiène et de sécurité ».

4. On peut citer, parmi les réactions les plus récentes, le rapport présenté par le groupe UMP à l'Assemblée nationale en décembre 2009, intitulé « Rapport final commission "Souffrance au travail" », 60 p.

5. La première enquête « Conditions de travail », pilotée par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques), date de 1978, sa dernière édition, de 2014. L'enquête « Surveillance médicale des risques » (SUMER) a, quant à elle, été lancée en 1994, sa dernière édition datant de 2010.

Volkoff 2000]. Il s'agissait, pour eux, de rappeler ce qu'il en coûte réellement de travailler, contrebalançant ainsi le discours patronal sur les vertus du progrès technique qui effaceraient bientôt toutes les pénibilités. Rappeler, en somme, que le travail reste, avant tout, une peine.

En l'absence de données spécifiques sur l'état de santé des travailleurs⁶, ces enquêtes ont progressivement constitué une mesure « approchée » de la santé au travail, déduite des circonstances directes du travail. Manipuler des charges lourdes, par exemple, est assimilé à une probabilité accrue de ressentir douleurs ou blocages lombaires. Au fil du temps, les conditions de travail sont ainsi devenues une sorte de livre ouvert dans lequel les chercheurs suivent l'évolution de l'organisation du travail et anticipent les désordres possibles pour la santé des travailleurs. Désordres possibles – des risques, donc – mais non avérés même si certains travaux laissent planer une certaine ambiguïté. En France, depuis une trentaine d'années, l'analyse des conditions de travail a ainsi largement soutenu notre compréhension de la santé au travail.

Dans ce contexte, l'émotion qu'a suscitée la vague des « suicides au travail » a, très naturellement, conduit les spécialistes de cette question à chercher, dans les conditions de travail, celles qui pouvaient être à l'origine de ces « nouveaux » désordres. Apprécier, en somme, la part de responsabilité imputable au travail. La mesure des risques psychosociaux (RPS), que l'État a ouvertement soutenue, visait précisément à évaluer cette responsabilité. Le collège d'expertise a été ainsi chargé de préciser les contours de ce nouvel indicateur et de fixer les conditions de sa mise en

œuvre. Le fait d'en confier la direction à Michel Gollac, l'un des sociologues les plus en vue pour ce qui est de l'analyse des conditions de travail et des problématiques d'intensification, était révélateur du poids qu'avait acquis le courant qu'il représentait.

Les RPS formalisent donc l'impact du travail sur l'équilibre mental en en proposant une mesure universelle, c'est-à-dire applicable à une diversité de situations et d'activités. On sait dire – c'est l'objectif même de cette mesure – qui, des chauffeurs routiers, des employés de banque, des ouvriers de l'industrie lourde ou des apiculteurs, est, dans son travail, plus que les autres, exposé à des facteurs destructeurs. Pour construire cet indicateur de synthèse, on s'est largement inspiré de deux modèles standardisés, produits par l'épidémiologie : celui de Karasek et celui de Siegrist.

Sur la délicate question des troubles psychiques largement reconnus comme multifactoriels et dont on craint que la déclaration soit trop subjective (ce que les épidémiologistes appellent le « biais »), ces modèles présentent l'avantage d'avoir testé, à partir d'études randomisées⁷, l'impact de telle circonstance de travail sur tel problème de santé,

6. Ce sujet relève, en effet, du Ministère de la santé, qui met en œuvre de multiples enquêtes, comme les enquêtes décennales « Santé » (1^{re} édition : 1960-1961), devenues, à partir de 2008, enquêtes « Handicap santé en ménages ordinaires » (HSM). Par ailleurs, le secret médical interdit le recueil de ces informations hors d'un cadre précis, et l'intérêt que l'on peut porter aux conditions de travail n'ouvre aucun droit en la matière.

7. Un groupe de travailleurs exposés à des conditions de travail susceptibles d'être responsables de tel ou tel trouble de santé est comparé à un autre groupe de travailleurs qui ne sont pas exposés aux mêmes risques.

apportant ainsi la preuve d'un impact « probable » du travail, et non plus seulement « possible ». Soit un pas supplémentaire dans la façon d'appréhender la responsabilité du travail dans la dégradation de la santé mentale, qui explique sans doute le succès de ces modèles auprès des analystes des conditions de travail.

Ainsi, le modèle de Karasek établit qu'un déséquilibre entre ce qui est demandé aux travailleurs (« demande psychologique ») et l'autonomie qui leur est accordée pour répondre à cette demande (« latitude décisionnelle »)⁸ augmente les risques de dégradation de leur santé vasculaire et mentale⁹. Le modèle de Siegrist, quant à lui, établit les effets, sur la santé mentale, du déséquilibre entre les efforts consentis par les salariés et la récompense reçue en retour. Ces deux modèles ont été « validés » en France, sous le contrôle vigilant de l'Inserm, dans le cadre des enquêtes SUMER¹⁰ (2003 et 2010) et le seront à nouveau dans le cadre de l'enquête « Conditions de travail » (2014). Cette validation a été l'occasion de traduire et d'intégrer leurs variables au lexique historique des conditions de travail. Pour le modèle de Karasek – de loin, le plus usité –, la « demande psychologique » s'appréhende par des indicateurs d'« intensité », « rapidité » et « prévisibilité » du travail ; la « latitude décisionnelle », par des indicateurs de « latitude », « compétences mobilisées » et « compétences développées » ; enfin, le « soutien social », par des indicateurs de « soutien professionnel » et « soutien émotionnel », de la part des supérieurs hiérarchiques et des collègues.

L'influence de ces modèles standards reste sensible dans les conclusions du collège

d'expertise, qui a auditionné tout ce que la France comptait de spécialistes du lien entre « travail » et « santé mentale ». Parmi les six indicateurs que le collège a retenus pour mesurer les risques psychosociaux du travail – comparés à l'indicateur unique du rapport Nasse-Légeron –, quatre portent explicitement la marque de ces modèles. On retrouve, en effet, « l'intensité du travail » et « le temps de travail », « l'autonomie » et « le soutien social », mobilisés par Karasek¹¹, et « les exigences émotionnelles », proches de Sigrist¹².

8. Le « soutien social » est la troisième dimension considérée, qui affine les deux axes structurants du modèle.

9. S'agissant de la santé vasculaire, à cause d'une production accrue d'adrénaline, de glucose et de cortisol et à cause de comportements, comme le tabagisme ou la sédentarité. S'agissant de la santé mentale, le modèle est régulièrement associé à la dépression et à la détresse psychologique, à l'épuisement professionnel et à la consommation de psychotropes (alcool, tabac, cannabis, ecstasy).

10. Surveillance médicale des risques.

11. Dans le rapport du collège d'expertise, on retrouve, en effet, plusieurs variables constitutives des trois axes du modèle de Karasek. Pour la « demande psychologique » : la rapidité d'exécution des tâches, leur complexité et prévisibilité ; pour la « latitude décisionnelle » : les marges de manœuvre et les compétences nécessaires ; pour le « soutien social » : l'aide professionnelle et le soutien émotionnel des supérieurs hiérarchiques et des collègues.

12. S'ajoutent à cela deux autres indicateurs pour lesquels les critères ne sont pas encore stabilisés : « les conflits de valeurs » et « l'insécurité de la situation de travail ».

Ce succès de l'approche par la mesure statistique déconcerte les plus anciens analystes de l'impact psychologique du travail. À la satisfaction de voir leur thème de recherche considéré au-delà du cercle étroit des spécialistes a succédé un étrange sentiment de dépossession [Clot 2010]. La prépondérance actuelle des mesures de RPS a, en effet, réduit les espaces de confrontation et de débat que le sujet leur semblait pourtant imposer.

Mesurer la dureté des métiers de l'agriculture

Cette mesure devenue si décisive, que mesure-t-elle exactement ? Dans ce cas comme dans d'autres on s'instruit davantage à examiner ce qu'elle exclut et ceux qu'elle exclut. De ce point de vue, l'absence des agriculteurs, exploitants ou salariés, est particulièrement frappante tant ce groupe professionnel présente les signes d'une santé mentale fragilisée, dont on retiendra ici deux caractéristiques principales : les suicides et les déclarations de stress.

En France, la surmortalité par suicide des agriculteurs est attestée depuis longtemps. Le projet Cosmop¹³ de l'InVS (Institut de veille sanitaire) l'évalue à 1,5 pour les hommes salariés de l'agriculture, la sylviculture et la pêche¹⁴, et à 1,9 pour les femmes. La situation des exploitants est plus préoccupante encore, avec, pour les hommes, trois fois plus de risques de se donner la mort que chez les cadres salariés (3,2 contre 1) et deux fois plus quand il s'agit des femmes (2,2 contre 1). On retrouve les mêmes résultats au niveau international¹⁵ [Boxer *et al.* 1995 ; Partanen *et al.* 1995 ; Fraser *et al.* 2005]. Seuls les modes

diffèrent : pendaison dans les pays anglo-saxons ; arme à feu dans les pays latins ; empoisonnement en Inde, etc.

En France, l'ampleur du phénomène a donné lieu à un plan d'action national 2011-2014, dont la mise en œuvre a été confiée à la MSA (Mutualité sociale agricole). Preuve que la situation est infiniment plus grave que ne le laisse entendre la petite dizaine de suicides officiellement recensée chaque année. De fait, une nouvelle étude de l'InVS [Bossard, Santin et Guseva-Canu 2013], commanditée dans le cadre du plan national et consacrée uniquement aux exploitant(e)s, a recensé, pour la seule période 2007-2009, 485 suicides (417 hommes et 68 femmes), ce qui confirme la surmortalité relative de cette population. Le risque serait particulièrement élevé au-delà de 45 ans et chez les éleveurs de bovins (lait et viande).

13. « Cohorte de surveillance de la mortalité par profession », qui exploite l'échantillon démographique permanent, représentatif de la population française [Geoffroy-Perez ed. 2006 : 23-25 ; Cohidon *et al.* 2010]. Un risque de 1,5 signifie que les agriculteurs se suicident 1,5 fois plus que l'ensemble des professionnels considérés par l'étude.

14. Correspondant aux codes 01 à 03 de la nomenclature d'activités et de produits, en vigueur entre 1973 et 1992 et utilisée par l'étude pour homogénéiser les relevés des données sur la période considérée : 1968-1999.

15. Pour les travaux les plus récents par pays : Angleterre et Pays de Galles [Meltzer *et al.* 2008], Australie [Page et Fragar 2002], Canada [Kunst *et al.* 1998], Chine [Yip *et al.* 2005], Écosse [Stark *et al.* 2006], États-Unis [Rockett *et al.* 2012], Inde [Behere et Bhise 2009], Japon [Wada *et al.* 2012], Nouvelle-Zélande [Gallagher *et al.* 2008].

Second indice de la fragilité psychique des agriculteurs : ils se disent « très stressés » [Simkin *et al.* 1998]¹⁶, ce qui les place au même niveau que les professionnels de la santé et de l'enseignement. Cela vaut particulièrement pour les exploitants [Algava, Cavalin et Célérier 2012], mais les salariés expriment un sentiment similaire. Dans l'enquête SUMER 2010, par exemple, ils déclarent, plus fréquemment que les autres, se sentir « tendus »¹⁷. Certes, le terme « stress » renvoie à des situations si différentes que toute interprétation reste délicate, mais il faut bien reconnaître que les enquêté(e)s du secteur agricole voient le travail comme une source d'inquiétude¹⁸. Du reste, la MSA a fait du stress la deuxième priorité du plan national.

La surmortalité par suicide des agriculteurs et l'insistance avec laquelle ils parlent de leur stress font que l'on s'attendrait logiquement à un niveau élevé de RPS tels que mesurés par le modèle de Karasek. Or, il n'en est rien : selon ce modèle, l'activité agricole paraît peu exposée à ces risques psychosociaux, comme l'atteste le tableau 1 (p. 32), qui présente plusieurs résultats de l'enquête SUMER 2010. On y lit que les niveaux moyens de « latitude décisionnelle » et de « soutien social » sont favorables aux agriculteurs. Leur exposition aux situations les plus critiques pour la santé mentale est plus faible que pour l'ensemble des salariés (19,9 contre 22,3). Les agriculteurs sont, en revanche, surreprésentés dans les deux types de situation de travail du modèle les moins contraints : « détendu » et « passif ».

Il convient toutefois de considérer ces données avec prudence¹⁹ : elles soulignent

des spécificités relatives du travail plus qu'elles ne décrivent une réalité intrinsèque du travail. Ainsi le modèle dépeint-il le travail agricole comme essentiellement simple, ce que traduit la présence de 70 % des salariés (« passif » + « détendu ») sous la médiane de l'exigence psychologique. La répartition entre « passif » et « détendu » dépend de l'autonomie reconnue, supérieure à la médiane pour près de 55 % des agriculteurs (« actif » + « détendu »). Simplicité d'exécution et autonomie de réalisation : deux indicateurs qui, dans le lexique de ce modèle fondé sur les déséquilibres entre « forte demande » et « faible autonomie », atténuent considérablement la menace que représente le travail agricole pour la santé mentale.

16. Voir aussi European Agency for Safety and Health at Work, « Occupational safety and health in figures. Stress at work. Facts and figures », Bruxelles, 2009.

17. La première question de l'enquête : « Je me sens tendu(e) ou énervé(e) : la plupart du temps/souvent/de temps en temps/jamais » est une question de l'échelle HAD (Hospital Anxiety and Depression Scale) qui permet de dépister les troubles anxieux et dépressifs.

18. Ce que confirment les premiers résultats de l'enquête de satisfaction réalisée par la MSA en 2011 auprès d'un échantillon représentatif de ses affiliés (n = 600). À la question : « Quelles sont, selon vous, les principales nuisances pour votre santé ? » (deux réponses possibles), ils répondent, en premier lieu, le stress (48 %), puis la fatigue (36,2 %), l'âge (21,2 %) et, enfin, les animaux (17,2 %).

19. La prudence s'impose, en effet, car les modalités de construction des quatre situations de travail modifient très sensiblement leurs parts respectives. On s'est attaché ici à conserver, sans les exagérer, les tendances récurrentes.

Tableau 1. Mesure du modèle de Karasek dans l'enquête SUMER* 2010

Situation de travail	Salariés de l'agriculture	Ensemble des salariés
Demande psychologique	19,9	22,29
Latitude décisionnelle	72,04	70,18
Soutien social	24,4	23,8
Répartition entre les quatre types de situation de travail du modèle		
Tendu	Forte demande-faible autonomie	
	12,5 %	27 %
Détendu	Faible demande-forte autonomie	
	35,9 %	22 %
Actif	Forte demande-forte autonomie	
	18,5 %	27 %
Passif	Faible demande-faible autonomie	
	33,2 %	24 %

* Surveillance médicale des risques.

Champs : salariés relevant du groupe professionnel « agriculture » ayant répondu aux 26 questions du questionnaire de Karasek (n = 1 092) et ensemble des salariés dans la même situation (n = 40 219).

Lecture : les deux populations sont distribuées en fonction des valeurs médianes de la demande psychologique et de la latitude décisionnelle pour l'ensemble des salariés (demande = 22 et latitude = 70).

Tableau 2. Prévalence par PCS des actifs dans l'enquête SMPG* (2003-2006)

	Au moins un trouble de l'humeur**						Au moins un trouble anxieux***					
	Hommes			Femmes			Hommes			Femmes		
	Prév.	Gêne	Inter.	Prév.	Gêne	Inter.	Prév.	Gêne	Inter.	Prév.	Gêne	Inter.
PCS des actifs												
Agriculteurs (exploitants et salariés)	4,6	27,1	1,8	12,8	6,8	0	12,1	50,7	1,9	15,1	51,5	0
Artisans-commerçants	9,6	60,6	16,7	13,6	56,7	12,8	16,4	59,8	14,4	22,8	47,3	9,5
Cadres	7,8	51,7	39,2	9,9	56,7	31,2	13,4	46,2	15,8	20	54,2	21,2
Professions intermédiaires	8,4	52,2	18,6	11	54,9	31,9	14,8	16,8	13,9	20,9	47,8	18,1
Employés	12,5	60,1	25,9	16,1	50,3	25	20,9	47,5	18,2	29,3	48,4	17,6
Ouvriers	11,3	56,5	26,1	16,4	52,1	27	19,8	48,2	15,3	29	43,8	19,2
Ensemble des actifs de 18 ans et +	11,2	55,8	24,8	15,9	51,3	26,3	17,4	48,7	15,1	25,4	48,2	17,6

* Santé mentale en population générale.

** Le trouble de l'humeur peut être un épisode dépressif ponctuel, une dysthymie ou des épisodes maniaques.

*** Le trouble anxieux renvoie à un épisode de panique, une agoraphobie, une phobie sociale ou à un syndrome de stress post-traumatique.

Lecture : 4,6 % des agriculteurs déclarent au moins un trouble de l'humeur constituant une gêne pour leur activité professionnelle, dans 27,1 % des cas, et conduisant 1,8 % d'entre eux à interrompre cette activité. 12,8 % des agricultrices déclarent ce même trouble, lequel constitue une gêne pour 6,8 % d'entre elles sans jamais les conduire à interrompre leur activité.

Source : V. Bellamy et A. Caria [2004 : 12].

Or, il apparaît pourtant que le métier d'agriculteur comporte de réels dangers. Le nombre d'accidents mortels du travail y est significativement supérieur à celui de la population générale²⁰. Les enquêtes sur les conditions de travail viennent compléter ce tableau, interdisant toute vision sublimée de la vie « au grand air », « en prise avec la nature »²¹. Ces enquêtes disent, en effet, la dureté de cette vie, appréhendée selon les trois éléments que sont les gestes du travail, son emprise sur la vie des agriculteurs et les agents biologiques et chimiques auxquels cette vie les expose. Sur ces trois aspects, la situation des exploitants et celle de leurs salariés se valent au point de se confondre.

Malgré les puissantes machines et les dispositifs complexes qui assistent aujourd'hui la production, l'engagement des corps reste décisif dans les métiers de l'agriculture, ce qui se traduit par un niveau de pénibilité physique et de nuisance beaucoup plus élevé que dans les autres domaines d'activité²². Aux agriculteurs : les plus longues semaines de travail [Ricroch et Roumier 2011], les plus grandes variations horaires d'une semaine à l'autre, la plus forte intrication du lieu de travail et du domicile, et l'impression la plus tenace de constamment manquer de temps. Enfin, les agriculteurs sont trois fois plus exposés que l'ensemble des salariés aux substances toxiques et aux risques infectieux, comme l'ont montré les épizooties récentes des bovins, des oiseaux et des porcs [Arnaudo *et al.* 2013]. On soupçonne d'ailleurs cette exposition d'être responsable de la survenue de certains cancers (cohorte AGRICAN²³), même si les processus à l'œuvre sont certainement complexes [Dedieu et Jouzel 2012].

Explorant le secteur agricole, l'appareil statistique produit donc des résultats contradictoires. D'un côté, il établit une nette corrélation entre « suicide » et « activité professionnelle » et de sérieux indices de stress ; de l'autre, il ne repère rien dans cette activité, qui pourrait fragiliser la santé mentale des agriculteurs, « uniquement » l'effort physique, l'engagement et les dangers immédiats. Deux hypothèses s'imposent alors : soit les suicides tiennent à des causes autres que professionnelles et le stress à un sentiment mal fondé ; soit la mesure des RPS ne rend pas pleinement compte du travail agricole et néglige ou minimise certains de ses risques. La littérature sur le thème ne permet pas de trancher,

20. Entre le 1^{er} avril 2002 (date d'entrée en vigueur de l'assurance « accidents » des exploitants) et le 31 décembre 2009, 731 accidents mortels ont été enregistrés chez les exploitants. Les éleveurs bovins – viande, mais, surtout, lait – sont les plus concernés (2 sur 5 décès). L'utilisation des machines est la principale cause déclarée de ces accidents (38 %) (données CCMSA, 2011). Le taux de fréquence des accidents mortels des salariés n'est pas moins élevé : il est légèrement supérieur à celui de l'ensemble des salariés (4,6 contre 3,9) (données CNAMTS, 2008).

21. Expressions que l'on retrouve régulièrement dans la présentation des métiers de l'agriculture. Voir, par exemple, la page du site que le Ministère de l'agriculture consacre à l'enseignement agricole : « 100 % nature ».

22. Les exploitants sont deux fois plus touchés que les autres indépendants par la pénibilité physique et les nuisances ; les salariés agricoles le sont trois fois plus que les autres salariés.

23. Voir http://istnf.fr/_admin/Repertoire/Fichier/2009/12-091108065256.pdf

les deux options étant équitablement soutenues, plus ou moins explicitement, par deux groupes de chercheurs, qui se distinguent par les arguments qu'ils privilégient et leur profil disciplinaire.

La première hypothèse se trouve explicitement portée par des chercheurs en épidémiologie ou en santé publique, qui fondent leur raisonnement sur les résultats des modèles standards attestés. Ces chercheurs reconnaissent la surmortalité par suicide des agriculteurs, que leurs travaux contribuent d'ailleurs à établir, mais, prenant acte du faible niveau de RPS mesuré dans ce secteur, ils doutent que le travail en soit la cause. Ils en doutent d'autant plus que d'autres enquêtes, également fondées sur des modèles standards et qu'ils jugent donc solides, concluent à la bonne santé mentale des agriculteurs.

Le tableau 2 (p. 32), qui reprend certains résultats de l'enquête SMPG²⁴ 2003-2006, en donne une illustration [Cohidon *et al.* 2010]. Comparée au « gradient de santé » si défavorable des ouvriers et des employés, la situation des agriculteurs semble, en effet, favorable même si les agricultrices déclarent plus de troubles que les hommes.

Pour ce premier groupe de chercheurs, les déclarations de stress n'étant pas validées par les modèles standards, elles demeurent sujettes aux biais subjectifs et sont, donc, purement et simplement écartées. Au vu des résultats qu'ils considèrent comme recevables jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité du travail dans les suicides des agriculteurs ne leur semble pas avérée. Ils l'expliquent donc par des causes extra-professionnelles : en l'occurrence, la disponibilité d'armes létales

dans les exploitations agricoles (armes à feu ou poison) ou la présence de certaines substances chimiques qui pourraient altérer le comportement des agriculteurs²⁵. Cependant, aucune investigation n'étaye cette interprétation, qui reste postulée plus que démontrée.

Le second groupe de chercheurs rassemble les spécialistes du monde agricole et des problèmes de santé qui s'y posent. Ces derniers ne doutent pas de la responsabilité du travail dans le suicide des agriculteurs : c'est même un postulat de leurs recherches qui visent à mieux saisir les processus qui mènent au suicide, et ce dans une logique plus compréhensive que causale.

L'activité professionnelle y est considérée d'une façon particulièrement large, intégrant des dimensions aussi diverses que les caractéristiques du territoire et son histoire, la structure des liens familiaux et leur évolution, les crises qui secouent régulièrement le monde agricole, l'épreuve des épizooties ou, encore, le renforcement des obligations réglementaires [Simkin *et al.* 1998 ; Bué, Coutrot et Puech eds. 2004]. Bref, pour ces chercheurs, « travail » et « vie » des agriculteurs sont indissociablement intriqués, ce qui démultiplie et complexifie les causes potentielles de suicide.

Pour l'heure, et de l'aveu même de ces auteurs qui concluent régulièrement à la nécessité de poursuivre les investigations, aucun schéma analytique ne parvient à s'imposer.

24. Santé mentale en population générale.

25. Voir, entre autres, C. Cohidon *et al.* [2010], C. Stark *et al.* [2006] ou, encore, E. van Wijngaarden [2003].

Application de la mesure des RPS au secteur agricole

Les échanges entre ces deux groupes de chercheurs sont rares, voire inexistantes, hormis le constat partagé de surmortalité par suicide des agriculteurs. Les logiques à l'œuvre sont, il est vrai, inconciliables. Modélisation généralisatrice, d'un côté ; exploration fine de situations singulières, de l'autre : les variables considérées, les liens recherchés et l'appareillage de preuves n'ont rien en commun. La meilleure connaissance du secteur agricole reste toutefois du côté des chercheurs du second groupe.

À l'appui de leurs travaux, nous interrogerons à présent les conditions dans lesquelles la mesure des RPS s'applique au secteur agricole et dédouane ou minimise la responsabilité du travail dans les troubles psychiques que manifestent les suicides et que suggèrent les déclarations de stress. Une sorte de retour sur l'instrumentation, en somme, qui, sans contester ses résultats, veut interroger les conditions de leur validité.

L'application de la mesure des RPS au secteur agricole fait, en effet, apparaître deux réserves majeures.

La première tient à ce que cette mesure invite à saisir les risques pour la santé mentale au niveau le plus immédiat de la réalisation des tâches – les conditions de travail –, soit, à peu de chose près, le périmètre du poste de travail. Or, ce niveau n'a guère d'équivalent en agriculture, où la division du travail n'assigne que rarement à un temps, à un lieu et à des règles aussi circonscrits. Dans le lexique de Karasek, cette différence dans

l'organisation du travail est perçue comme l'expression d'une autonomie de l'agriculteur qui le prémunit des risques psychosociaux. En outre, le modèle identifie des « exigences du travail », qui, là encore, en agriculture, adoptent des formes singulières qui ne peuvent que minimiser l'intensité du travail agricole si on le compare aux situations de travail de l'industrie et des services. Le temps de travail y est cyclique et, sans doute, plus extensif qu'intensif, et les activités y sont moins fréquemment interrompues par un supérieur hiérarchique ou un collègue.

Les vertus protectrices que le modèle de Karasek prête à l'agriculture doivent finalement beaucoup à la conception du travail qui le sous-tend. Pour ce modèle – et ceux qui lui sont associés –, le travail est une activité singulière, saisie comme groupe de tâches détachable des autres activités et de la vie privée. Objet d'une division technique, cette activité est fractionnée, soumise à un contrôle social constant, vigilant et hétéronome au sens où le temps, les rythmes et les modalités d'exécution des tâches sont prescrits et s'imposent de façon totalement extérieure aux travailleurs. Avec une telle définition, que dit exactement le faible niveau de RPS enregistré dans l'agriculture ? Que ses travailleurs y sont, moins qu'ailleurs, exposés à des risques pour leur santé mentale ou qu'ils ne travaillent pas de la même façon que les salariés de l'industrie ou des services ? Il est bien difficile d'en juger.

Appliquée à l'agriculture, la mesure des RPS relève donc une ambiguïté gênante qu'accentuent deux autres observations.

La première tient à ce que cette mesure ignore les « indépendants », soit 63 % de

Tableau 3. Évolution des composantes de la population agricole
entre les deux derniers recensements (2010 et 2000)

	2010		2000		Rapport 2010-2000 (%)
	Ensemble des exploitations	Part (%)	Ensemble des exploitations	Part (%)	
Chefs d'exploitation et coexploitants*	604 000	63	764 000	57,9	– 20,9
Conjoints ayant une activité sur l'exploitation**	137 000	14	248 000	18,8	– 44,7
Autres actifs familiaux	70 000	7	143 000	10,8	– 51
Salariés permanents non familiaux	155 000	16	164 000	12,4	+ 5,4
Total	966 000	100	1 319 000	100	– 26,7

* Y compris conjoints de chefs d'exploitation ou de coexploitants, eux-mêmes coexploitants.

** Conjoints non coexploitants de chefs d'exploitation ou de coexploitants.

Source : G. Giroux [2011 : 4].

la population des agriculteurs (tableau 3 p. 36)²⁶. Elle écarte, en effet, toutes les formes de travail qui se tiennent ou se développent hors du cadre du contrat salarié, même si l'on sait que, en la matière, « l'autonomie statutaire » est souvent relative, les exploitants agricoles ne se distinguant pas toujours des salariés [Frémont et Nabucet 1997 ; Jessenne 2006 ; Deléage 2012]. La chute, entre 2000 et 2010, de leur effectif dit bien cette ambivalence : 21 % d'entre eux ont ainsi été contraints de se licencier eux-mêmes en tant que travailleurs.

La seconde remarque tient à l'extraordinaire diversité de l'activité agricole [Mendras 1992 ; Jollivet 2001]²⁷ et à la difficulté qu'il y a à la dissocier de la vie des agriculteurs [Jollivet ed. 1974 ; Mendras 1992]. Ce que les enquêtes sur les conditions de travail définissent comme une « emprise délétaire » sur la vie constitue une caractéristique fondamentale du travail agricole. Tous les spécialistes s'accordent, en effet, sur cette intime intrication, dans l'agriculture, des temps et des lieux de travail et de vie. Ce constat unanime souligne, en creux, combien il est arbitraire de cantonner le travail à ses seuls gestes et invite à élargir le champ des facteurs susceptibles de nuire à la santé mentale. Par exemple : la complexification des tâches de gestion, la menace d'épizootie ou, encore, les impératifs réglementaires qui alourdissent les contraintes, etc. Sans doute les exploitants sont-ils plus concernés que leurs salariés par ces aspects mais nous ne pouvons l'affirmer avec certitude. Quoi qu'il en soit, le caractère restreint des facteurs qui apprécient les situations liées à l'agriculture reste un problème majeur.

La seconde réserve que suscite la mesure des RPS concerne la santé mentale et la façon dont le travail peut contribuer à la dégrader. On le voit dans le doute que fait surgir, chez les modélisateurs, la trop « bonne santé mentale » des agriculteurs au moment où ils se donnent la mort. Pour que soit prise au sérieux la responsabilité du travail, il aurait fallu que ces agriculteurs présentent des altérations psychiques patentes, précisément des formes plus ou moins sévères de dépression ou d'anxiété²⁸. Dans le schéma interprétatif du modèle, seules ces cristallisations pathologiques attestent un danger réel et expliquent le passage à l'acte, la littérature épidémiologique ayant établi, de longue date, que la dépression ou les épisodes anxieux précédaient très fréquemment le suicide [Bertschy et Vandel 1991].

26. À comparer aux 11,5 % de non-salariés dans la population active globale (enquête « Emploi en continu », 2012).

27. Voir aussi *Les collectivités rurales françaises. Étude comparative de changement social*, Paris, Armand Colin (« Écrits et travaux du Groupe de sociologie rurale du CNRS »), 1971.

28. Selon le manuel « Diagnostic et statistique des troubles mentaux » (DSM IV), pour pouvoir parler de « dépression », cinq, au moins, des symptômes suivants doivent avoir été observés : humeur dépressive régulière, perte d'appétence, variation de poids, insomnie ou hypersomnie, agitation ou ralentissement, fatigue, dévalorisation, difficultés de concentration, envies de disparaître, troubles d'anxiété généralisée exprimant une impossibilité à contrôler toute situation. Tout stress post-traumatique qu'on peut facilement rattacher au lieu de travail est rangé dans la catégorie des « maladies professionnelles ».

Se trouve ainsi écartée toute possibilité d'un passage à l'acte soudain, sans manifestation dépressive ou anxieuse ; d'un passage, en somme, de « l'ordinaire du travail » non pathologique à l'acte désespéré. Écartée aussi l'infinie variété des troubles psychosomatiques que le travail peut provoquer, à commencer par certaines sensations de fatigue²⁹. Peut-être ces troubles sont-ils considérés comme faiblement pathogènes ou comme relevant d'une certaine « normalité » du travail. Peut-être, aussi, ne sait-on pas les mesurer. Quoi qu'il en soit, et comme pour les déclarations de stress évoquées plus haut, leurs éventuelles répercussions sur la santé mentale ne sont jamais prises en compte.

Au-delà de cette construction incomplète de la responsabilité du travail, le secteur agricole invite à s'interroger sur le sens qu'y prennent les troubles mentaux. Les spécialistes du monde agricole suggèrent, en effet, que ces troubles seraient plus stigmatisants en milieu rural qu'en milieu urbain³⁰ [Fox *et al.* 1999 ; Grégoire 2002]. Sans invoquer une spécificité culturelle des populations rurales, on peut rappeler que persiste une véritable différence de prise en charge de ces problèmes psychiques entre la ville et la campagne. Si la campagne reste structurée autour d'une offre de soins de type asilaire – c'est-à-dire de grandes unités centralisées, traitant de tous les désordres psychiatriques, y compris les plus sévères –, la ville offre, quant à elle, une palette ouverte de services de proximité, très spécialisés. Les tendances lourdes de la démographie médicale, notamment en psychiatrie, n'annoncent aucun rééquilibrage

à court terme. On peut donc penser que les problèmes d'humeur, d'inappétence et d'estime de soi sont différemment compris dans les univers urbain et rural.

Le caractère peu anxiogène de l'activité agricole, la non-responsabilité du travail dans les suicides et la « bonne santé mentale » des agriculteurs soulèvent donc bien des questions. Ce diagnostic découle d'un montage conceptuel, certes cohérent, mais, par bien des côtés, réducteur.

Demandons-nous, pour finir, dans quelle mesure les « frottements » que suscite l'application, au secteur agricole, de la mesure standard des risques psychosociaux ont une portée plus générale, qui dépasse les spécificités réelles ou supposées.

L'agriculture révèle, par exemple, que l'articulation entre « demande » et « ressources » de travail – au cœur de la mesure des RPS – et la notion de poste de travail – où travail est saisi au niveau de sa réalisation immédiate – ne sont pas pertinentes pour l'activité agricole, pas plus qu'elles ne le sont pour n'importe quelle autre situation dans laquelle le travail ne peut être appréhendé en termes de tâches strictement déterminées. Les cadres en donnent un exemple : la mesure des

29. Notons que les troubles psychotiques sont également écartés.

30. Ajoutons à cela que les troubles psychiatriques restent la première cause d'invalidité reconnue par la MSA, exactement comme pour les affiliés au régime général [Cuerq, Paita et Ricordeau 2008]. Les agriculteurs, salariés ou indépendants, ne seraient donc pas à l'abri.

RPS, qui les décrit comme « actifs », ne leur reconnaît que peu de risques pour leur santé mentale ³¹.

Cette conception étroite du travail ne rend pas compte d'autres dimensions, qui peuvent être déterminantes. Pour les agriculteurs, on songe au poids du contexte économique ou à la variabilité des marchés. Pour d'autres, ce sera des durées de transport infernales, etc. Ainsi, la théorie du travail que mobilise implicitement la mesure des RPS, très axée sur les tâches d'exécution, laisse de côté quantité d'aspects. Or, il se peut que, comme dans le cas de l'activité agricole, ces aspects délaissés constituent le cœur même de la situation de travail. Il est alors nécessaire de savoir compléter ou rectifier la mesure afin de saisir de façon plus réaliste l'impact du travail sur l'équilibre psychique.

L'agriculture révèle également l'effet sélectif et ordonnateur de la notion d'« usure » qui décide largement de la responsabilité du travail dans la dégradation de la santé. On a vu l'angle mort des maux ordinaires (fatigue, stress, symptômes divers) et les passages à l'acte soudains, sans signes annonciateurs. Ce qui vaut ici pour l'agriculture vaut pour toutes les autres activités : cette remarque appelle, en effet, une réflexion plus large sur les manifestations infrapathologiques dont bruissent toutes les enquêtes sur le travail et sur la notion même d'impact psychique.

Dernier aspect : la mesure des RPS sépare nettement « atteinte physique » et « atteinte morale » comme si ces deux dimensions pouvaient être dissociées. On sait pourtant, notamment à propos des maladies chroniques,

combien la fatigabilité accrue et la réduction des capacités sont, en soi, « démoralisantes » [Pearlin et Schooler 1978]. L'usure prématurée des corps des agriculteurs a probablement des répercussions sur leur moral. Il faudrait l'étudier comme un effet « indirect » du travail sur la santé mentale.

La mesure des RPS choisit donc de faire de l'atteinte mentale un risque nouveau qui s'ajoute à la liste des risques déjà évalués. On aurait pu tout aussi bien réaménager les catégories existantes en explorant leur éventuelle dimension psychique. À l'évidence, c'est la logique statistique qui s'est imposée ici, privilégiant la continuité des données et, donc, leur comparabilité. Ce parti pris est-il fondé ? Là encore, le doute s'invite.

Conclusion

Au-delà du constat de la sous-évaluation des risques psychosociaux de ses activités professionnelles, l'agriculture doit retrouver toute sa place dans le débat contemporain. Elle rend manifeste, en effet, l'architecture conceptuelle qui préside à l'appréhension de la responsabilité du travail dans les désordres psychiques. Une architecture structurée par et pour une mesure statistique, qui prétend rendre compte de la diversité des situations de travail et identifier celles qui seraient les plus dangereuses.

L'universalité affichée reste, toutefois, inaccessible. Cette instrumentation – comme

31. Pour rappel, dans le lexique de Karasek : une forte demande, mais beaucoup de ressources, donc, pas de source particulière de stress.

toute instrumentation – suppose un périmètre de sens. Celui des RPS a montré ses affinités avec le monde industriel et les organisations hétéronomes structurées autour de la notion de poste de travail (ensembles localisés de gestes et de circonstances). La mesure de l'équilibre entre « autonomie » et « ressources » y est particulièrement adaptée. Dans les autres cas de figure, comme pour l'agriculture, la mesure n'est plus totalement adaptée, et ses résultats sont moins sûrs. Les acteurs engagés dans la lutte contre les abus du travail doivent se sentir autorisés à lui apporter les correctifs et les compléments nécessaires.

En retrouvant sa place dans le débat sur la souffrance au travail, l'agriculture apporte, par ailleurs, une dot considérable. Les troubles psychiques y font, depuis longtemps, l'objet de recherches alimentant une vaste littérature. Par exemple, l'étude du docteur Belbeze, qui, dès 1911, dénonçait la neurasthénie rurale responsable d'une aboulie dommageable à la Nation entière. De cette lointaine étude qui venait contredire l'idée de Durkheim selon laquelle la ruralité protégeait du suicide jusqu'aux travaux les plus récents, la matière ne manque pas pour répondre aux questions que nous nous posons aujourd'hui. Il nous faut nous y replonger !

Bibliographie

Adam, Patrice — 2008, « La prise en compte des risques psychosociaux par le droit du travail français », *Le droit ouvrier* (juin) : 313-332.

Algava, Élisabeth, Catherine Cavalin et Sylvie Célérier — 2012, « La singulière bonne santé des indépendants », *Travail et Emploi* 132 : 5-20.

Arnaudo, Bernard, Martine Léonard, Nicolas Sandret, Marine Cavet, Thomas Coutrot, Raphaëlle Rivalin et Lydia Thierus — 2013, « Les risques professionnels en 2010. De fortes différences d'exposition selon les secteurs », *Dares Analyse* n° 010 : 1-12.

Askenazy, Philippe, Damien Cartron, Frédéric de Coninck et Michel Gollac eds. — 2006, *Organisation et intensité du travail*. Toulouse, Octarès Éditions.

Behere, Prakash et Manik Bhise — 2009, « Farmers' suicide. Across culture », *Indian Journal of Psychiatry* 51-4 : 242-243.

Bellamy, Vanessa et Aude Caria — 2004, « Troubles mentaux et représentations de la santé mentale. Premiers résultats de l'enquête "Santé mentale en population générale" », *Études et Résultats* 347 : 12.

Bertschy, Gilles et Sylvie Vandell — 1991, « The link between suicide and depression. Epidemiologic aspects », *L'Encéphale* 17-1 : 33-36.

Bossard, Claire, Gaëlle Santin et Irina Guseva-Canu — 2013, « Surveillance de la mortalité par suicide des agriculteurs exploitants ». Saint-Maurice, rapport de l'Institut de veille sanitaire (InVS).

Boxer, Peter, Carol Burnett et Naomi Swanson — 1995, « Suicide and occupation. A review of the literature », *Journal of Occupational and Environmental Medicine* 37-4 : 442-452.

Bué, Jennifer, Thomas Coutrot et Isabelle Puech eds. — 2004, *Conditions de travail : les enseignements de vingt ans d'enquête*. Toulouse, Octarès Éditions.

- Buscatto, Marie, Marc Lorient, Jean-Marc Weller** eds. — 2008, *Au-delà du stress au travail. Une sociologie des agents publics au contact des usagers*. Paris, Érès.
- Clot, Yves** — 2010, *Le travail à cœur. Pour en finir avec les risques psychosociaux*. Paris, La Découverte.
- Cohidon, Christine, Béatrice Geoffroy-Perez, Annie Fouquet, Céline Le Noaour, Marcel Goldberg et Ellen Imbernon** — 2010, « Suicide et activité professionnelle en France. Premières exploitations de données disponibles ». Paris, rapport InVS.
- Cottureau, Alain** — 1983, « L'usure au travail. Interrogations et refoulements », *Le Mouvement social* 124 : 3-9.
- Cuerq, Anne, Michel Paita et Philippe Ricordeau** — 2008, « Les causes médicales de l'invalidité en 2006 », *Points de Repère* n° 16, p. 8.
- Dedieu, François et Jean-Noël Jouzel** — 2012, « L'enquête "arsenic de soude", ou l'histoire d'un savoir domestiqué. La difficile intégration de l'ergonomie et de la toxicologie dans les politiques de prévention des maladies professionnelles induites par les pesticides », in P. Desmarez, M. Alaluf et M. Stroobants eds., *Mesures et démesures du travail*. Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles : 197-205.
- Deléage, Estelle** — 2012, « Les paysans dans la modernité », *Revue française de socio-économie* 9-1 : 117-131.
- Fox, Jeanne, Michael Blank, Jessica Berman et Virginia Rovnyak** — 1999, « Mental disorders and help seeking in a rural impoverished population », *International Journal of Psychiatry in Medicine* 29-2 : 181-195.
- Fraser, Caitlin, Karly Smith, Fionna Judd, John Humphreys, Lyn Fragar et Amanda Henderson** — 2005, « Farming and mental health problems and mental illness », *The International Journal of Social Psychiatry* 51-4 : 340-349.
- Frémont, Jean-Marie et Frédéric Nabucet** — 1997, « De l'ouvrier-paysan à l'agriculteur-entrepreneur : la double activité des chefs d'exploitation évolue », *Agreste Cahiers* 16 : 3-14.
- Friedmann, Georges** — 1946, *Problèmes humains du machinisme industriel*. Paris, Gallimard (1^{re} éd.)
- Frisch-Gauthier, Jacqueline** — 1962, « Moral et satisfaction au travail », *Traité de sociologie du travail* 2-2. Paris, Armand Colin : 132-157.
- Gallagher, Lou, Carol Kliem, Annette Beutrais et Lorann Stallones** — 2008, « Suicide and occupation in New Zealand, 2001-2005 », *International Journal of Occupational and Environmental Health* 14-1 : 45-50.
- Geoffroy-Perez, Béatrice ed.** — 2006, « Analyse de la mortalité et des causes de décès par secteur d'activité, de 1968 à 1999, à partir de l'échantillon démographique permanent ». Saint-Maurice, rapport InVS.
- Giroux, Gisèle** — 2011, « Recensement agricole 2010. Premières tendances », *Agreste Primeur* 266 : 4.
- Gollac, Michel et Serge Volkoff** — 2000, *Les conditions de travail*. Paris, La Découverte, « Repères ».
- Grégoire, Alain** — 2002, « The mental health of farmers », *Occupational Medicine* 52-8 : 471-476.
- Jessenne, Jean-Pierre** — 2006, *Les campagnes françaises entre mythe et histoire : XVIII^e-XXI^e siècle*. Paris, Armand Colin.
- Jollivet, Marcel** — 2001, *Pour une science sociale à travers champs. Paysannerie, ruralité, capitalisme (France, XX^e siècle)*. Paris, Éditions Arguments.
- Jollivet, Marcel ed.** — 1974, *Sociétés paysannes ou lutte de classes au village ? Problèmes méthodologiques et théoriques de l'étude locale en sociologie rurale*. Paris, Armand Colin.
- Kunst, Anton, Feikje Groenhouf et Johan Mackenbach** — 1998, « Occupational class and cause specific mortality in middle aged men in 11 European countries. Comparison of population based studies ». EU Working Group on Socioeconomic Inequalities in Health, BMJ (Clinical research ed.), vol. 316, n° 7 145 : 1 636-1 642.
- Le Guillant, Louis** — 2006, *Le drame humain du travail. Essais de psychopathologie du travail*. Préface de Yves Clot. Paris, Érès.
- Lerouge, Loïc** — 2010, « Le droit du travail français confronté aux "nouveaux risques". Quelle prise en compte de la santé mentale en droit du travail ? », *Revue multidisciplinaire sur l'emploi, le syndicalisme et le travail* 5-2 : 21-38.

Loriol, Marc — 2012, *La construction du social. Souffrance, travail et catégorisation des usagers dans l'action publique*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Meltzer, Howard, Clare Griffiths, Anita Brock, Cleo Rooney et Rachel Jenkins — 2008, « Patterns of suicide by occupation in England and Wales : 2001-2005 », *The British Journal of Psychiatry* 193-1 : 73-76.

Mendras, Henri — 1992, *La fin des paysans. Suivi d'une réflexion sur la fin des paysans vingt ans après*. Arles, Actes Sud.

Nasse, Philippe et Patrick Légeron — 2008, « Rapport sur la détermination, la mesure et le suivi des risques psychosociaux au travail ». Paris, Rapport au Ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Page, Andrew et Lyn Fragar — 2002, « Suicide in Australian farming, 1988-1997 », *Australian and New Zealand Journal of Psychiatry* 36-1 : 81-85.

Partanen, Timo, Nadejda Jourenkova, Esther Welp et Mauri Johansson — 1995, « Occupation and suicide », *Scandinavian Journal of Work, Environment and Health* 21-6 : 521-522.

Pearlin, Leonard et Carmi Schooler — 1978, « The structure of coping », *Journal of Health and Social Behavior* 19 : 2-21.

Ricroch, Lydia et Benoît Roumier — 2011, « Depuis 11 ans : moins de tâches ménagères, plus d'Internet », *Insee Première* n° 1 377, p. 4.

Rockett, Ian, Michael Regier, Nestor Kapusta, Jeffrey Cohen, Ted Miller, Randy Hanzlick, Knox Todd, Richard Sattin, Leslie Kennedy, John Kleinig et Gordon Smith — 2012, « Leading causes of unintentional and intentional injury mortality : United States, 2000-2009 », *American Journal of Public Health* 102-11 : 84-92.

Simkin, Sue, Keith Hawton, Joan Fagg et Aslög Malmberg — 1998, « Stress in farmers. A survey of farmers in England and Wales », *Occupational and Environmental Medicine* 55-11 : 729-734.

Stark, Cameron, Diane Gibbs, Paddy Hopkins, Alan Belbin, Alistair Hay et Sivasubramaniam Selvaraj — 2006, « Suicide in farmers in Scotland », *Rural and Remote Health* 6-1 : 509.

Wada, Koji, Naoki Kondo, Gilmour Stuart, Ichida Yukinobu, Fujino Yoshihisa, Satoh Toshihiko et Shibuya Kenji — 2012, « Trends in cause specific mortality across occupations in Japanese men of working age during period of economic stagnation, 1980-2005 : retrospective cohort study », *British Medical Journal* 344 : 1 136-1 191.

van Wijngaarden, Edwin — 2003, « An exploratory investigation of suicide and occupational exposure », *Journal of Occupational and Environmental Medicine* 45-1 : 96-101.

Yip, Paul, Ka Liu, Jianping Hu et Xinming Song — 2005, « Suicide rates in China during a decade of rapid social changes », *Social Psychiatry and Psychiatric Epidemiology* 40-10 : 792-798.

Résumé

Sylvie Célériér, *La belle vie désespérée des agriculteurs. Ou les limites de la mesure des risques psychosociaux liés au travail*

Depuis la vague des suicides survenus chez France Télécom en 2008 et 2009, la question de l'impact délétère du travail sur la santé mentale fait l'objet de vifs débats. Curieusement, les agriculteurs y sont peu évoqués bien qu'ils détiennent un triste record en matière de suicides significativement liés à leur profession. L'auteure explore ce paradoxe en interrogeant la catégorie des risques psychosociaux (RPS) qui prévaut aujourd'hui pour évaluer les atteintes mentales du travail. Cette mesure

Abstract

Sylvie Célériér, *The beautiful, desperate life of farmers. Or the limits of measuring work-related psychosocial risks*

The effect of work on mental health has been a matter of much debate since the wave of suicides at France Télécom in 2008 and 2009. Surprisingly, however, the case of farming is rarely discussed despite the prevalence of work-related suicide among farmers. The purpose of this paper is to explore this paradox by examining psychosocial risks (PSR), the prevailing category in current attempts to assess work-related mental ill health. As a measurement concept, PSR rejects any

récuse tout caractère anxiogène lié à l'activité agricole, renvoyant le suicide des agriculteurs à des causes extra-professionnelles. L'article met au jour les postulats implicites de cette approche quantitative peu adaptée au travail agricole, dont elle ne retient – sans le dire – que ce qui l'écarte du travail de type industriel, voire taylorien. La prise en compte des agriculteurs éclaire donc utilement le lien entre « travail » et « santé mentale » que les débats en cours tendent à généraliser. À ce titre au moins, ce groupe professionnel y retrouve donc toute sa place.

Mots clés

agriculteurs, suicide, santé mentale au travail, modèles épidémiologiques, facteurs de risque pour la santé mentale

notion of agricultural activity as anxiety-provoking, explaining suicide among farmers by reference to non-work-related causes. The paper examines the implicit assumptions of a quantitative approach ill adapted to agricultural work, arguing that the approach implicitly defines farming in terms of what distinguishes it from industrial (or even Taylorian) work. The paper shows that focusing on farmers provides an insight into the link between “work” and “mental health” – a link overly generalized in current discussions. At least in this respect, the farming profession is thus returned to its rightful place in current debates.

Keywords

farmers, suicide, mental health at work, epidemiological factors, risk factors for mental health